

L'ouverture du secteur des services est bonne pour la croissance

La Suisse est économiquement très liée à l'étranger. Le secteur des services est celui qui profiterait le mieux d'un surcroît d'ouverture. Ainsi, une plus forte libéralisation des services informatiques et juridiques pourrait se répercuter favorablement sur la croissance et la productivité. *Angela Fuest, Philipp an de Meulen, Torsten Schmidt, Reto Föllmi*

Abrégé Une étude de l'Institut de recherches économiques de Rhénanie-Westphalie (RWI) et de l'université de Saint-Gall a examiné le rôle que jouent les relations économiques suisses avec l'étranger dans la faible évolution de la productivité. Premier constat : contrairement au résultat d'une analyse de l'OCDE, l'économie suisse peut être considérée comme relativement ouverte. On ne trouve cependant aucun lien direct entre cette question et la productivité. L'analyse s'est donc concentrée sur le degré d'ouverture de différentes branches, par exemple des services, ce qui a permis de mettre en lumière des possibilités d'augmenter la croissance et la productivité. Par ailleurs, il apparaît que les capitaux importés en Suisse ont des effets positifs sur la productivité. À long terme, ceux-ci sont toutefois contrebalancés par des risques considérables à court terme. Comme la dernière crise financière l'a montré, des récessions économiques à l'étranger provoquent d'énormes afflux de capitaux. Le franc tend alors à se valoriser, ce qui pèse fortement sur l'activité économique dans un premier temps.

Si la croissance suisse a été forte ces dernières années, la productivité, elle, n'a augmenté que modérément. Son évolution dépendant pour une bonne part de son intégration dans la division internationale du travail, une étude de l'Institut de recherches économiques de Rhénanie-Westphalie (RWI) et de l'université de Saint-Gall a mesuré l'ouverture de l'économie suisse durant ces dernières années.

De nombreux critères existent pour évaluer l'ouverture d'une économie. Ils peuvent être classés en deux catégories : « droit » et « économie réelle ». La première mesure l'ampleur des restrictions imposées à la mobilité des biens et des capitaux, la seconde considère les flux effectifs. Compte tenu de l'importance des services en Suisse et du niveau relativement élevé des prix par rapport à l'étranger, l'approche « réelle » s'avère particulièrement intéressante pour évaluer l'ouverture du pays¹. Elle laisse apparaître que notre économie est plus ouverte que de nombreuses autres. Cette réalité s'est même accentuée depuis 2002, car l'ouverture

de la Suisse a augmenté plus fortement (voir *illustration 1*).

En revanche, plusieurs indicateurs « juridiques », tel l'indice de restrictivité des échanges de services, calculé par l'OCDE sur la base d'une foule d'informations détaillées, montrent qu'il existe un potentiel pour de nouvelles libéralisations. Selon les résultats d'une étude réalisée par l'OCDE en 2013, la Suisse devrait être beaucoup plus ouverte. Cette analyse repose cependant sur des chiffres des comptes nationaux qui reflètent encore imparfaitement une partie des changements structurels survenus récemment dans l'industrie suisse d'exportation². Si l'on répète l'étude avec des données actuelles selon le nouveau système des comptes nationaux³, l'ouverture de l'économie suisse apparaît beaucoup plus importante.

La différence de résultat s'explique surtout par le nouveau traitement du commerce de l'or et de transit dans le nouveau système. Celui-ci est comptabilisé non plus dans le commerce de services (ou dans les flux de capitaux), mais dans le commerce de marchandises⁴.

Dans le commerce de transit, une entreprise dans le pays achète de la marchandise à un fournisseur à l'étranger et la revend à un acquéreur à l'étranger, sans que la marchandise soit importée et exportée physiquement dans le pays. L'importance de cette branche économique se vérifie si l'on calcule l'ouverture nominale une fois avec et une fois sans le commerce de transit (et autres valeurs)⁵. L'ouverture nominale atteint environ 60 % sans le commerce de transit et grimpe à 66 % avec celui-ci. On peut certes objecter que la prise en compte du commerce de transit a pour effet de surévaluer l'ouverture, cette nouvelle pratique n'étant pas comparable aux échanges

1 Alcalá et Ciccone (2004), p. 614.

2 Système européen des comptes (SEC) 1995.

3 SEC 2010.

4 Dans l'ancien système, les recettes nettes du négoce de matières premières (produit de la vente diminué des dépenses pour l'achat des marchandises) étaient comptabilisées comme des exportations de services. À l'occasion de la révision du Système européen des comptes (SEC 2010) en automne 2014, la définition du commerce de marchandises a été modifiée. Le critère déterminant est désormais le transfert de propriété, et non plus le passage physique de la frontière, comme dans l'ancien système (SEC 1995).

classiques de marchandises. La prise en compte du commerce de l'or peut donner lieu à une argumentation semblable, car la valeur monétaire de l'or négocié est plus élevée que la création de richesse dans cette branche.

La concurrence, les investissements et la technologie stimulent la productivité

En théorie, si l'économie suisse s'ouvre de plus en plus, la productivité évolue favorablement de

La possibilité d'ouvrir le marché du transport aérien est particulièrement importante. Personnel navigant à Kloten.

trois façons différentes. En premier lieu, le commerce international augmente la productivité de toute l'économie, parce que seules les entreprises les plus productives survivent à l'intensification de la concurrence résultant de l'ouverture des échanges⁶.

Par ailleurs, la productivité s'accroît à la suite de l'accumulation de capitaux résultant de l'accès aux marchés financiers internationaux. La diminution des primes de risque entraîne de nouveaux investissements en capitaux, ce qui augmente la productivité du travail⁷.



Enfin, le transfert international de technologies joue aussi un rôle bénéfique. L'accès à un marché élargi dans des économies ouvertes augmente les incitations en faveur de la recherche et du développement, car les innovations qui en résultent laissent escompter un accroissement des ventes et des bénéfices.

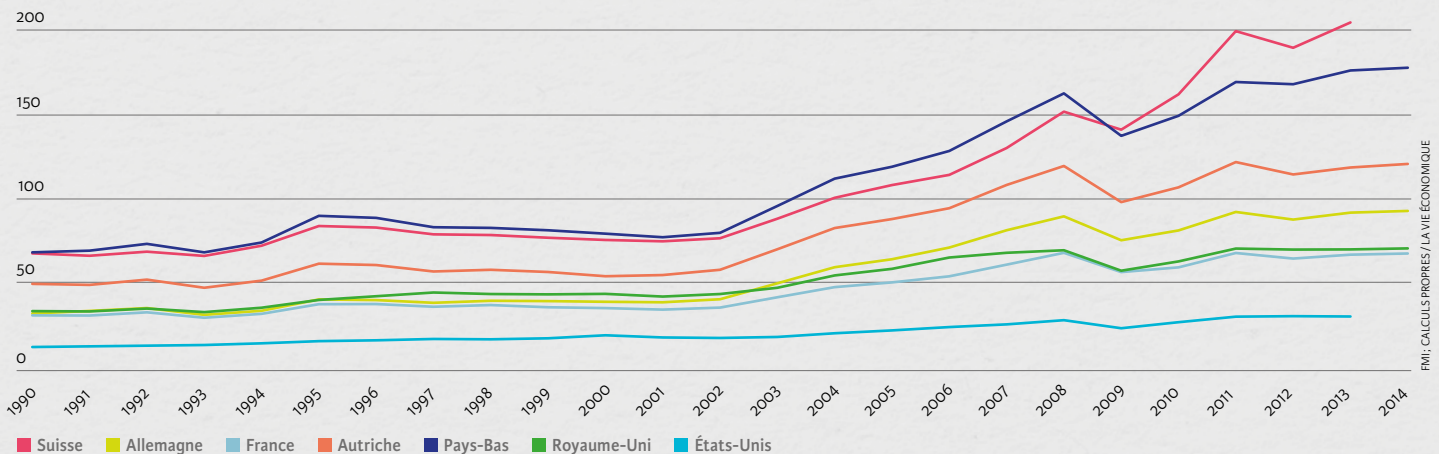
L'analyse empirique montre cependant que les mesures de l'ouverture réelle (comme celles de l'ouverture nominale) ne présentent, contrairement à de nombreuses autres économies, aucun lien manifeste avec l'évolution de la productivité lors d'une analyse agrégée. Le seul lien positif significatif trouvé est celui qui existe entre l'ouverture réelle de la Suisse et la croissance du PIB agrégé.

Le meilleur résultat obtenu pour l'ouverture réelle (par rapport à l'ouverture nominale) signifie qu'il existe des branches dans lesquelles les entreprises sont très compétitives au niveau des prix sur la scène internationale et que ces mêmes entreprises contribuent à la croissance économique en augmentant leurs exportations. Simultanément, il semble qu'il existe aussi une série de branches comptant des entreprises moins actives sur les marchés d'exportation et dont la compétitivité (internationale) plus faible entraîne un niveau relativement élevé des prix. Parmi ces entreprises, celles des services sont souvent citées.

Empiriquement, des différences notables apparaissent entre les branches. Dans des domaines

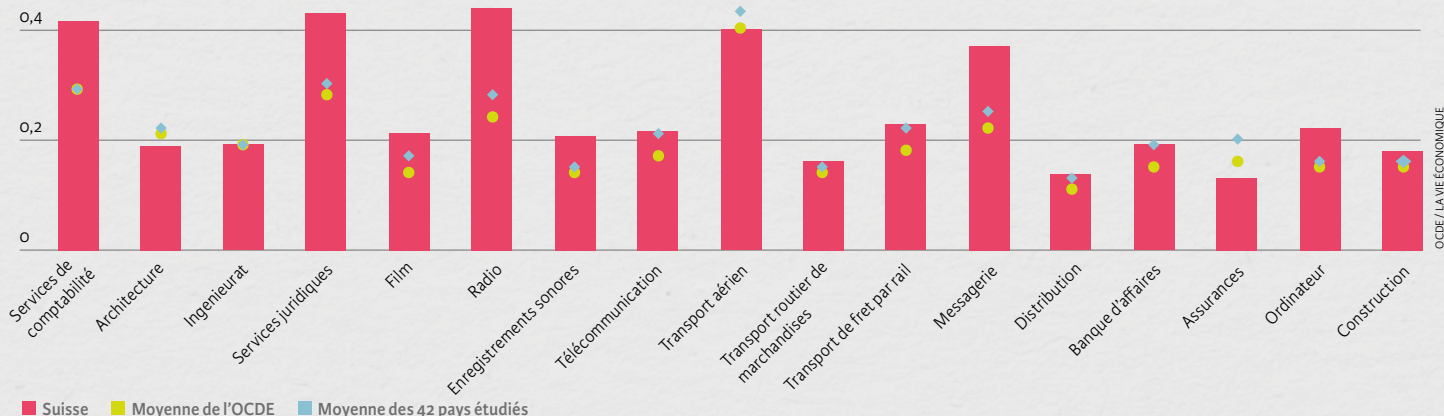
- 5 Numérateur: exportations + importations de biens, sans l'or non monétaire (y c. autres objets de valeur), ou exportations + importations de biens, sans l'or non monétaire (y c. autres objets de valeur et commerce de transit). Le dénominateur est le PIB nominal.
- 6 Melitz (2003).
- 7 Errunza and Losq (1985).

III. 1. Ouverture réelle de quelques économies sélectionnées (en % du PIB, de 1990 à 2014)



III. 2: Ouvertures des services pour différentes branches (Suisse, 2015)

0,6 Indice de restrictivité des échanges de services (Suisse)



Les valeurs varient de 0 (échanges complètement ouverts) à 1 (échanges complètement fermés).

importants comme la pharmacie, le traitement des données, l'horlogerie et les machines, une augmentation des exportations s'accompagne d'une hausse de la productivité. Inversement, dans les branches de l'imprimerie, du papier, de l'ameublement et du textile, une hausse de la productivité va de pair avec un recul des exportations. Dans l'ensemble, les résultats au niveau des branches indiquent qu'une ouverture accrue de l'économie suisse a des effets positifs sur la croissance.

La libéralisation des services est payante

L'un des domaines du commerce international qui connaît encore, par comparaison, de nombreuses restrictions est celui des services. Ces limitations se répercutent sur la compétitivité des entreprises en Suisse, car en raison de la situation actuelle, les incitations à l'innovation et à la conquête de nouveaux marchés en Suisse et à l'étranger sont faibles. De plus, les services forment une composante essentielle des chaînes internationales de livraison. Ils mettent en relation les différents maillons qui les composent et servent d'intrants dans le processus de fabrication. Pour cette raison, les restrictions aux échanges de services se répercutent sur la circulation des biens industriels.

Compte tenu de ce lien de cause à effet, nous avons voulu savoir notamment s'il existe, dans les services, des potentiels de libéralisation susceptibles d'accroître la productivité dans les branches concernées. Pour cela, nous avons exploité les données figurant dans l'indice de restrictivité des échanges de services (Ires), établi par l'OCDE, qui additionne les barrières aux échanges dans différentes branches des services. L'Ires calcule l'ouverture de ces branches pour 42 pays. Selon cet indice, la Suisse pourrait ouvrir encore plus largement les marchés dans des domaines comme les services juridiques, le transport aérien ou les services postaux et de messagerie (voir *illustration 2*).

Pour illustrer les effets d'une libéralisation des échanges dans les branches de services, nous avons conçu deux scénarios. Dans le premier, la libre circulation des personnes est étendue à toutes les branches.

Dans le second scénario, encore plus libéral, nous avons introduit des libéralisations supplémentaires, spécifiques à chaque branche. Dans les services juridiques et de comptabilité, par exemple, nous avons supprimé l'obligation de rattraper entièrement le titre de haute école, le stage et l'examen, qui est imposée aux prestataires étrangers. Dans les télécommunications, les services postaux et de messagerie ainsi que les banques commerciales, nous avons supprimé le contrôle du gouvernement sur l'une des entreprises principales de la branche.

Dans les services informatiques et le transport aérien, les limitations régissant la durée de séjour des prestataires étrangers indépendants, des fournisseurs étrangers de services contractuels et des employés détachés d'un groupe, ont été portées d'un an actuellement à plus de trois ans.

Dans une première étape, nous avons calculé dans quelle mesure ces réformes réduiraient les restrictions aux échanges en Suisse. Dans un second temps, sur la base d'estimations de l'élasticité⁸, nous montrons dans quelle mesure ces libéralisations pourraient augmenter les importations et les exportations dans les branches analysées.

Les résultats sont présentés dans le *tableau*. On y voit que les services informatiques possèdent un potentiel particulièrement grand de libéralisation. Au cas où celui-ci serait exploité, les exportations augmenteraient de 11 % dans le premier scénario et de plus de 19 % dans le second. Dans les domaines de la comptabilité et du droit, les effets seraient également importants. Dans quelques branches, aucun effet sur les exportations et les importations ne peut être présenté, car les élasticités estimées ne sont pas significatives. Dans l'ensemble, les effets sont plus grands sur les exportations que sur les importations. Par conséquent, l'impact sur la productivité de ces branches serait positif.

L'ouverture de la finance est rentable à long terme

Si les preuves empiriques sont relativement faibles en ce qui concerne les indicateurs mesu-

Les restrictions aux échanges de services se répercutent sur la circulation des biens industriels.

⁸ Nordås et Rouzet (2015).

Conséquences d'une libéralisation des échanges dans les services sur le commerce extérieur suisse

	Baisse du degré de restrictivité des échanges de services (Ires)		Hausse des importations dans la branche ^a		Hausse des exportations dans la branche ^a	
	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 1	Scénario 2
Services informatiques	-0,08	-0,14	-	-	11,0	19,3
Banques commerciales	-0,03	-0,04	2,7	3,8	4,5	6,5
Poste et messagerie	-0,02	-0,03	-	-	-	-
Transport aérien	-0,02	-0,03	0,3	0,6	1,2	2,0
Services de comptabilité	0	-0,22	-	-	-	-
Services juridiques	-0,08	-0,16	5,8	11,9	4,4	9,0
Télécommunications	-0,02	-0,04	-	-	-	-

a Le calcul se fonde sur les élasticités calculées par Nordås et Rouzet (2015).

rant le degré d'ouverture de l'économie réelle, on constate un lien tout à fait positif entre les indicateurs sur le degré d'ouverture de la finance et l'évolution de la productivité en Suisse. Il est possible que les importations de capitaux, tels les investissements directs, interfèrent avec les liens qui unissent l'ouverture de l'économie réelle et la productivité. Sur ce point, le recul sensible des investissements directs étrangers n'augure rien de bon pour l'évolution de la productivité en Suisse.

À court terme, nos résultats montrent que les exportations et les importations de capitaux dépendent beaucoup plus de l'activité économique à l'étranger, en particulier dans la zone euro, et des risques qui en résultent. Ils se recoupent avec les expériences réalisées pendant la crise financière et la crise de la dette souveraine en Europe. Durant cette période, les banques suisses ont rapatrié des capitaux, ce

qui a contribué à valoriser fortement le franc face au dollar et à l'euro (le franc jouant le rôle de valeur refuge)⁹. Comme l'illustre le débat récent¹⁰, la politique monétaire ne peut influencer que de manière limitée sur ces flux de capitaux : les effets négatifs à court terme de l'ouverture financière doivent être acceptés jusqu'à un certain point pour profiter de ses effets positifs, à moyen et à long termes, sur la productivité.

Angela Fuest

Collaboratrice scientifique, Institut de recherches économiques de Rhénanie-Westphalie (RWI), Essen

Philipp an de Meulen

Collaborateur scientifique, Institut de recherches économiques de Rhénanie-Westphalie (RWI), Essen

Torsten Schmidt

Chef de secteur suppléant, Institut de Rhénanie-Westphalie pour la recherche économique (RWI), Essen

Reto Föllmi

Professeur d'économie, SIAW-HSG, université de Saint-Gall

9 Auer et Tille (2015).
10 Rey (2015).

Bibliographie

Alcala F. et Ciccone A., « Trade and Productivity », *Quarterly Journal of Economics*, 119, 2004, pp. 613-646.

Auer R. et Tille C., « The banking sector and the Swiss financial account during the financial and European debt crises », *Aussenwirtschaft*, 2015, en cours d'impression.

Broner F., Didier T., Erce A. et Schmukler S., « Gross capital flows: Dynamics and crises », *Journal of Monetary Economics*, 60, 2013, pp. 113-133.

Errunza V. et Losq E., « International Asset Pricing under Mild Segmentation: Theory and Test », *Journal of Finance*, 40, 1985, pp. 105-124.

Melitz M., « The Impact of Trade on Intra-Industry Reallocations and Aggregate Industry Productivity », *Econometrica*, 71, 2003, pp. 1695-1725.

Nordås H. K. et Rouzet D., *The Impact of Services Trade Restrictiveness on Trade Flows: First Estimates*, OECD Trade Policy Papers 178, 2015.

OCDE, *Études économiques de l'OCDE: Suisse 2013*, éd. de l'OCDE, 2013.

Rey H., *Dilemma not Trilemma: The Global Financial Cycle and Monetary Policy Independence*, NBER Working Paper n° 21162, 2015.